

mesure pour favoriser les enfants des classes privilégiées. Le résultat est proprement monstrueux :

Des sa naissance :

- un fils de salarié agricole a 0,7 chances sur 100 d'aller en faculté
- un fils d'ouvrier a 1,4 chances sur 100 d'aller en faculté
- un fils de profession libérale ou de cadre supérieur a 58,5 chances sur 100 d'aller en faculté.

Dans les faits c'est donc bien un filtre dont l'effet est d'éliminer massivement les enfants des milieux populaires.

L'école que veut le gouvernement bourgeois : « apprendre à obéir sans comprendre »

On nous parle beaucoup de « laïcité » de « neutralité » de l'École. Mais l'École n'a jamais été neutre ; elle n'a jamais été un petit îlot isolé de la société et de ses grandes luttes. Dans l'histoire, les premières batailles qu'ont menées les instituteurs pour la laïcité, entraînent dans un cadre politique précis : celui de la lutte de la bourgeoisie républicaine représentée par Jules Ferry contre l'Église alors monarchique.

Aujourd'hui les temps ont changé ; mais la « neutralité » et la « laïcité » continuent à servir de paravent à la politique de la bourgeoisie. C'est en leur nom :

– qu'on interdit la politique à l'École (mais qu'on oblige les professeurs à lire en classe une page de de Gaulle après sa mort)

– qu'on interdit aux jeunes de parler à fond des problèmes qui les touchent (sexualité, avenir professionnel, etc...)

– qu'on apprend en instruction civique qu'il n'y a plus de classes sociales, que l'État représente le peuple et que les conflits peuvent être réglés par le dialogue et la concertation. Ce même dialogue et cette « participation » qu'on impose dans les conseils d'administration, présentés comme l'apprentissage de la Démocratie (comme au Parlement : on cause, on cause ; et les vraies décisions se prennent ailleurs)

– qu'on apprend encore dans les manuels d'Histoire pour les petites classes que c'était Napoléon en personne qui gagnait ses batailles, que Jeanne d'Arc était sans conteste un instrument de Dieu ; et que la Commune de Paris de 1871 est « oubliée » au programme



– qu'on apprend par exemple aux élèves de 3^{ème} année des Arts et Manufactures à traiter des problèmes « neutres » dans le genre de ceux-ci : faut-il céder aux revendications de grévistes ou « tenir bon et s'en tirer avec 1 000 000 F par an » ? Faut-il laisser une usine polluer l'environnement, compte tenu des bénéfices en comparant avec ce que coûterait un procès éventuel ? Jusqu'à quel seuil peut-on rogner sur la sécurité des ouvriers pour augmenter les bénéfices ? etc...

C'est Edgard Faure qui résume avec la plus belle franchise le but que fixe la bourgeoisie à l'éducation dans son livre « Apprendre à être » : « Former des individus aptes à vivre dans la société telle qu'elle est » : en un mot des capitalistes efficaces, et des ouvriers dociles.

Un système qui étouffe, un système qui craque de partout

Mais tout ne va pas pour le mieux dans l'école d'aujourd'hui : mai 68 a révélé comme un coup de tonnerre la profondeur de la crise du régime gaulliste, mais il a aussi révélé le malaise, les difficultés, toute cette colère qui s'accumulait dans l'Éducation Nationale :

– colère des lycéens et des étudiants descendus par dizaines de milliers dans la rue, pour affirmer leur droit à l'engagement politique, et pour montrer qu'ils n'acceptent plus de vivre dans une Université sclérosée, à l'image poussiéreuse de la bourgeoisie qui l'a conçue, qu'ils n'acceptent plus les lycées-casernes, ni les CET-garderies patronales.



– colère des 800 000 enseignants contraints d'enseigner dans des conditions lamentables, sous l'inquisition d'une administration tatillonne, avec des programmes inutiles et mal foutus, des examens couperets et des élèves qui se posent des questions...

Les récents suicides d'enseignants, dont la presse s'est fait l'écho, ne sont qu'un des reflets d'une situation de crise de l'Éducation Nationale, qui a pris des proportions rarement atteintes jusqu'ici.

Les « solutions » bourgeoises

Face à un enseignement désuet, et inadapté aux propres exigences de son industrie capitaliste, devant la montée des luttes lycéennes, étudiantes, et enseignantes, la bourgeoisie cherche des solutions.

Après quelques timides réformes inefficaces et quelques brassées de promesses sans lendemain, elle veut maintenant construire une politique reposant sur deux piliers : démantèlement de l'Éducation Nationale, et accentuation de la répression

* le démantèlement de l'Éducation Nationale – c'est d'abord la privatisation

– on remet la formation professionnelle au patronat (lois de juillet 71)

– on construit l'Université modèle de Compiègne (tous les enseignants sont contractuels, elle est gérée par le patronat). – c'est aussi la « rentabilisation »

Comme dans l'industrie, à l'école il faut produire plus et moins cher

– cela donne des locaux surpeuplés (un travail parfois dans des conditions voisines de celles du métro à 6 heures du soir)

– cela donne surtout une masse de personnel contractuel (comme dans le reste de la fonction publique) : personnel sous-payé et sans aucune garantie de l'emploi (comme l'a montré le scandale des maîtres auxiliaires à la rentrée 72)

* Et pour faire passer tout ça, l'accentuation de la répression

– les lycéens sont visés

On tente de remettre en cause le droit à l'expression qu'ils avaient arraché en 68 (comme l'a montré la circulaire Guichard) chaque fin d'année, par dizaines, on exclut ceux qu'on appelle les « meneurs » ou les « agitateurs » pour délit d'opinion politique.

L'affaire Wander vient de donner la mesure de cette politique : ce lycéen est blâmé par le conseil de discipline du lycée Decour, simplement pour avoir collé une affiche



dénonçant une agression commise contre un militant ouvrier en 69.

Et bien voilà que ce n'est pas assez : le recteur fait appel à minima : il réclame une peine plus lourde.

– les profs se font saquer par dizaines :

Bertin, radié de l'enseignement pour s'être interposé

entre la police et les élèves au lycée Mallarmé.

Hurst, vidé parce que ses méthodes pédagogiques déplaissent

Ce ne sont pas là des cas isolés, mais des exemples parmi les plus connus d'une politique délibérée :

Pompidou, le même qui faisait lire une page de de Gaulle à tous les profs, déclarait le 24 juin 71 :

« L'État doit savoir mettre au pas et s'il le faut à la porte, ces quelques enseignants qui prennent leur chaire pour une tribune politique »

A quand le bruit des bottes et des chaussures à clous dans les couloirs et les salles de classe ?



Le programme commun et l'enseignement : « démocratiser » l'école telle qu'elle est ?

Les partisans du passage électoral à la Démocratie avancée ont des idées sur l'École. Dans le programme commun un mot résume toutes les mesures prévues : démocratiser.

Ce qui signifie pour l'essentiel :

– aide aux enfants des familles défavorisées, bourses, prêts...

– amélioration des conditions de travail : locaux, effectifs réduits

– amélioration de la qualité de l'enseignement : programmes renouvelés, professeurs mieux formés, etc...

Ces mesures sont effectivement importantes : elles peuvent améliorer sensiblement l'École existante. Mais elles ne changent pas radicalement ni sa fonction, ni sa place dans la société : l'École reste une institution qui échappe au contrôle des travailleurs ; les enseignants continuent à former un petit monde à part, coupé de la vie sociale, dont on veut seulement « revaloriser la fonction » ; les élèves continuent à être des petits gamins mis en tutelle, à qui on demande d'ingurgiter un « Savoir » baptisé « scientifique » et « démocratique » qu'ils ne pourront pas plus remettre en question que par le passé.

Quant à la gestion des établissements scolaires, elle n'a rien à envier à la « participation » aujourd'hui pratiquée. Gestion tripartite (pouvoirs publics, personnel, usagers) tout ce qu'on nous en dit c'est « qu'elle ne portera pas

